

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

les énormes pertes financières qu'une entreprise comme la Husky-Bow Valley devra essayer.

Nous, de notre parti, trouvons inacceptable le traitement qu'on a fait subir à l'industrie engagée dans la prospection et l'exploitation de gisements dans les régions neuves. Le gouvernement ne peut absolument pas prétendre vouloir accroître la sécurité d'approvisionnement de notre pays, car il travaille clandestinement à défaire ce qu'il s'était engagé à faire.

Nous avons appris hier que le premier ministre de l'Alberta avait téléphoné au cheik Yamani pour lui faire part de son intention de réduire volontairement la production pétrolière dans sa province. Le gouvernement fait exactement la même chose, mais en s'y prenant autrement. Il limite en effet la production canadienne par les mesures qu'il prend et par sa façon de les appliquer, car d'un côté il institue des mesures et de l'autre il en annule subrepticement les effets par sa réglementation qu'il applique rétroactivement.

Nous sommes dans une situation très vulnérable au Canada, parce que nos ressources classiques de brut ne dureront que quelques années. A moins que le gouvernement ne se rende à l'évidence, et qu'il ne prenne position, nos réserves de pétrole vont vite s'épuiser. Je crois que c'est aujourd'hui que le ministre des Finances a annoncé qu'il tiendrait des réunions sur l'usine de valorisation de Husky. C'est un projet capital pour l'ouest du Canada. Il fournirait le moyen de produire du pétrole synthétique qui peut être raffiné et utilisé de même manière que nous utilisons le brut classique à l'heure actuelle. Il est essentiel que le gouvernement consente à respecter l'engagement que l'ancien gouvernement avait pris à l'origine, celui de soutenir ce programme par une garantie d'emprunt de 780 millions de dollars et des subventions de 50 millions.

Ce n'est pas l'industrie que nous voyons reculer sur la question de la mise en valeur et de la prospection. C'est le gouvernement que nous voyons se dérober à l'engagement qu'il a pris de favoriser le secteur de la prospection et de la mise en valeur. C'est le gouvernement qui fait preuve de faiblesse alors qu'il devrait planifier l'avenir et fournir ce que la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) appelle le moteur de la croissance. Or, ce moteur ne tourne plus rond. Et cette panne est due non pas à la chute des prix du pétrole ni à la défaillance du secteur, mais au refus du gouvernement de respecter ses engagements. Quelle est donc sa politique? Elle est tout simplement truffée de contradictions. Le gouvernement se contredit non seulement au sujet de sa politique, mais également dans sa façon de traiter avec le secteur. Il crée ainsi un climat d'incertitude extrêmement nuisible. Personne au Canada ne sait où va le gouvernement, et le gouvernement lui-même encore moins.

Quel effet cela a-t-il? Les compagnies pétrolières se battent entre elles. Chacun veut faire sa loi dans le secteur énergétique parce que le gouvernement a peur de faire un appel téléphonique ou d'envoyer un télégramme pour demander une baisse des prix. Il a peur d'être accusé de renoncer à la déréglementation. Cela revient à dire: «Grands dieux, ne donnons pas l'impression de nous être entendus avec l'industrie». Je ne peux pas appeler le président de Petro-Canada et lui dire qu'il doit payer un juste prix aux producteurs canadiens. Je ne peux pas lui dire d'accorder aux détaillants canadiens le même prix de gros qu'à leurs homologues américains. A l'heure actuelle, Petro-Canada

fait payer l'essence aux détaillants américains 7 cents le litre de moins qu'aux Canadiens.

Le gouvernement vend nos ressources qui s'épuisent rapidement. Il n'y a rien de mal à cela. Il importe que le Canada poursuive dans ce sens. Cependant, nous devons nous réapprovisionner. Nous devons planifier l'avenir. Le gouvernement ne le fait pas. Non seulement il ne le fait pas, mais il permet à Petro-Canada de vendre moins cher aux détaillants américains qu'aux Canadiens. Le gouvernement permet aux consommateurs de se faire escroquer à la pompe. Il permet à Petro-Canada de payer aux producteurs de l'Ouest le prix le plus faible au monde pour le pétrole brut. Elle a payé le prix affiché du West Texas intermédiaire jusqu'en janvier dernier; mais depuis lors, le prix affiché du West Texas intermédiaire a dépassé le prix au comptant. Au lieu de s'en tenir au prix affiché, Petro-Canada a offert le prix au comptant aux producteurs, ce qui est le prix le plus faible au monde pour le pétrole brut. A une époque où les petites et moyennes entreprises canadiennes font faillite et licencient des employés, notre société d'État les dupe en leur offrant le prix le plus bas possible. Ce n'est pas bien et nous voulons que cela change.

Pourquoi cela? Parce que le gouvernement veut que les Canadiens détestent tellement Petro-Canada qu'ils n'aient pas la moindre objection quand on l'offrira au secteur privé à l'occasion d'une émission d'actions. Il veut que Petro-Canada fasse le maximum de profit possible pour que ces actions soient aussi précieuses que possible pour les Canadiens riches, indépendamment du fait que les Canadiens sont déjà propriétaires de cette société. Ce qui se passera, c'est que les Canadiens devront payer Petro-Canada une troisième fois. Premièrement, ils devront le faire par l'intermédiaire de la reprise des sociétés dont Petro-Canada est actuellement constituée. Deuxièmement, ils paient à la station-service un prix gonflé. Troisièmement, il y aura une émission d'actions à l'occasion de laquelle des Canadiens, ceux du moins qui en auront les moyens, achèteront une société qui est non seulement leur propriété, mais la propriété de tous les Canadiens.

Je voudrais demander à la Chambre et au gouvernement de reconsidérer ce projet de loi et de réfléchir aux dégâts qu'il provoquera s'il est adopté.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) a maintenant la parole. Il est près d'une heure. Je devrais peut-être déclarer qu'il est 1 heure.

M. Waddell: Disons qu'il est 1 heure, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures).

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

Le président suppléant (M. Paproski): Quand la séance a été suspendue, le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) avait la parole.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Je vous remercie, monsieur le Président.